



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

équarrissage

Question écrite n° 116246

Texte de la question

M. Jean-Claude Bois * souhaite attirer l'attention de M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales sur les aides accordées par l'État dans le cadre de l'équarrissage. Depuis le passage du service public de l'équarrissage à une négociation privée entre les petites entreprises et les deux grands principaux groupes industriels de l'équarrissage, l'État a mis en oeuvre le versement d'une aide moyenne d'environ 500 euros par artisan pour faciliter cette transition. Au total, en 2006, 10 millions d'euros devaient être attribués aux artisans bouchers-charcutiers-traiteurs. Or seuls 8 000 d'entre eux, soit 65 % de la totalité de la profession, ont bénéficié, au cours de cette année, de cette aide. Aussi, les artisans souhaitent le report en 2007 des crédits budgétaires qui non pas été utilisés cette année afin qu'ils puissent pérenniser dans les meilleures conditions leur savoir-faire artisanal. Il lui demande, en conséquence, les prolongements que le Gouvernement entend apporter à cette revendication.

Texte de la réponse

La réforme du service public de l'équarrissage (SPE) et son financement, établi par la loi de finances pour 2006, complétés par le décret n° 2005-820 du 18 juillet 2005 pris en application de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, a réduit le périmètre du SPE à l'élimination des animaux morts en exploitation. Par voie de conséquence, les déchets de matériaux à risque spécifié (MRS) dus à l'activité des entreprises artisanales de boucherie et de charcuterie ne relèvent plus du SPE. Par ailleurs, pour promouvoir et faire connaître le métier d'artisan boucher, le Gouvernement a décidé, pour l'année 2006, un soutien aux entreprises artisanales de boucherie affecté à l'investissement d'acquisition de matériels dans le cadre de la préservation de la tradition bouchère. Les entreprises de boucherie artisanale éligibles à cette aide doivent être dotées d'un atelier de découpe et justifier de la modernisation de l'outil pour le maintien de leur savoir-faire. Ce dispositif, conduit en étroite concertation avec le secteur professionnel, a permis le traitement de plus de 80 % des demandes formulées par les bouchers et éligibles à cette aide. L'opération devrait être close au cours du premier trimestre 2007. Sur la base du bilan qui en sera fait, une décision gouvernementale sera prise quant à une éventuelle reconduction de ce dispositif d'aide pour 2007.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Bois](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (13^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 116246

Rubrique : Agroalimentaire

Ministère interrogé : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Ministère attributaire : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 janvier 2007, page 495

Réponse publiée le : 27 mars 2007, page 3180